

Fiche 2. L'assainissement pour tous : quels leviers actionner ?

La Coalition Eau adhère pleinement aux principes fondamentaux mis en exergue par l'UN Water à l'occasion de l'année internationale de l'assainissement :

« L'assainissement est vital pour la santé des populations, il contribue au développement social, c'est un investissement qui contribue à l'amélioration des conditions socio-économiques locales, et qui protège l'environnement ».

Malgré ces réalités, l'accès à l'assainissement pour tous n'est toujours pas effectif, or dans ce domaine, l'inaction coûte bien plus cher que l'action : elle tue.

Tour d'horizon synthétique des points de blocage et du travail à accomplir pour faire de l'accès à l'assainissement une réalité opérationnelle.

APPRENDRE À ABORDER LE SUJET DE L'ASSAINISSEMENT

Parler d'assainissement renvoie aux « basses fonctions » de l'être humain. C'est un sujet difficile à aborder. Ce tabou a des conséquences sur la volonté politique d'agir et sur la mobilisation d'investissements et contribue à maintenir cette question dans la sphère privée, ce qui n'incite pas les ménages à exiger une action publique.

Au-delà des difficultés de communication, mettre en œuvre des projets d'assainissement n'est pas

perçu comme une action gratifiante, et ce quelles que soient les parties prenantes, depuis les usagers jusqu'aux responsables politiques locaux et nationaux, en passant par les bailleurs et les acteurs de terrain.

- **Le grand public, les médias, la société civile, les décideurs politiques, etc. ont tous la possibilité de mettre l'assainissement sur le devant de la scène pour encourager l'action au niveau**

national. L'année internationale de l'assainissement est un premier pas. Multiplier les événements aux niveaux local et international permettra d'aborder plus facilement la question, et la Coalition Eau entend participer à cette vulgarisation du sujet en informant le public et les décideurs de l'impératif d'action.

SUSCITER UNE VOLONTÉ POLITIQUE FORTE

Les responsables politiques ne tiennent pas suffisamment compte du rôle de l'accès à l'assainissement dans l'amélioration des conditions de vie locales, et cela se traduit par la faiblesse, et bien souvent l'absence, de politiques sectorielles pour l'assainissement. L'ampleur du problème à l'échelle d'un pays nécessiterait pourtant le déploiement de plans d'actions nationaux ambitieux, mis en œuvre par l'Etat afin d'éviter la dispersion des efforts et la multiplication d'interventions ponctuelles insuffisantes.

- **La Coalition Eau se donne pour objectif de susciter une volonté politique forte pour agir, en interpellant les décideurs sur leur responsabilité dans la prise en charge des problèmes d'assainissement.** Cette prise de conscience peut passer par des grands rendez-vous internationaux mettant à l'honneur l'assainissement, mais aussi par la pression que l'opinion publique peut exercer sur les gouvernements. Cette pression devrait conduire les gouvernements à mettre en œuvre des politiques sectorielles,

appuyées par un cadre réglementaire et une coordination efficace entre les différents opérateurs de l'assainissement, pour traduire dans la réalité les plans d'action. Dans cet échiquier multi-acteurs, sous la responsabilité de l'Etat, il est néanmoins impératif d'accorder une place centrale aux acteurs locaux, idéalement positionnés pour évaluer leurs propres besoins et pour contribuer à la déclinaison des programmes à l'échelle locale.

MOBILISER LES INVESTISSEMENTS LOCAUX, NATIONAUX ET INTERNATIONAUX

Le secteur de l'assainissement n'est pas considéré comme rentable ... Le niveau actuel de financement de l'assainissement, à l'échelle internationale et plus encore au niveau national, est très en deçà des montants qu'il faudrait mobiliser. Tant que les décideurs publics n'accorderont pas plus de place à l'assainissement dans leurs politiques nationales, les moyens financiers nécessaires ne seront pas débloqués. En ce qui concerne l'aide internationale, selon le PNUD, les apports d'aide au secteur de l'eau et de l'assainissement devront augmenter de 3,6 à 4 milliards de dollars

US par an avant que l'on puisse concevoir la réalisation de l'OMD eau et assainissement (Source : Rapport mondial sur le développement humain, PNUD, 2006). Il est important de préciser qu'à l'heure actuelle, c'est l'assainissement qui souffre le plus de cette faiblesse des investissements.

● **L'accès du plus grand nombre aux services d'assainissement de base ne se fera qu'à la condition que la mobilisation financière soit à la hauteur de l'enjeu. Cette mobilisation doit être massive et doit intervenir à tous les niveaux.** Au niveau mondial,

en cette année internationale de l'assainissement la priorité devrait être accordée au secteur de l'assainissement, qui a des conséquences directes sur la diminution de la pauvreté et sur l'atteinte des autres OMD. Au niveau national, l'assainissement doit figurer parmi les priorités des agendas et des budgets nationaux, qui devraient lui consacrer une enveloppe spécifique. Au niveau local, l'assainissement doit être développé dans le respect de la culture et des besoins des populations.

SOUTENIR LA DEMANDE DES MÉNAGES ET RENFORCER L'OFFRE DES POUVOIRS PUBLICS

La demande d'accès à l'assainissement est peu ou pas formulée par les communautés qui ne savent pas toujours où adresser leurs demandes. Même lorsque la demande est ressentie, elle n'est pas forcément exprimée ou matérialisée, notamment en raison de contraintes financières pesant sur les ménages. L'augmentation significative de la demande provenant des ménages pour accéder à des services d'assainissement de base aurait un impact certain sur la mobilisation des responsables politiques locaux et nationaux, et par conséquent sur la mobilisation des financements.

Si la demande n'est pas exprimée, l'offre n'est quant à elle pas satisfaisante : les gouvernements nationaux ne consacrent pas assez de moyens à la formation de personnes chargées de la construction et de l'entretien des structures d'assainissement.

● **La Coalition Eau souhaite participer à promouvoir des approches novatrices pour accroître la demande provenant des ménages. Concernant l'offre, elle défend l'importance de consacrer des moyens à la formation de professionnels et au renforcement de compétences.**

Pour encourager la demande, des volets d'ingénierie sociale permettent de briser le tabou autour de la défécation en donnant la parole au groupe qui souffre du manque d'accès à l'assainissement. Ce travail de pédagogie est le premier pas et le garant de la pérennité de la structure. Lorsque le premier pas est fait, le futur utilisateur doit être au cœur de ce projet d'accès à l'assainissement pour mieux se l'approprier et pour en assurer la pérennité. Parallèlement, pour développer l'offre, la formation de professionnels est nécessaire. La mise en place d'une structure

d'assainissement est une démarche technique qui doit tenir compte de nombreux paramètres locaux liés à l'environnement (climat, caractéristiques du sol, hydrogéologie, espace disponible, etc.), à l'économie (matériaux disponibles, revenus des ménages...), aux habitudes socioculturelles (coutumes sanitaires, tabous liés aux excréments...). Les solutions standard n'existent pas. L'échange d'expériences et la mutualisation des connaissances entre les différents acteurs de l'assainissement permettent d'améliorer les solutions existantes et d'en développer de nouvelles.

La Coalition Eau estime aussi que dans un contexte de raréfaction de la ressource, la mise en place, quand cela est possible, de systèmes écologiques permettant la valorisation des rejets, est particulièrement adaptée.



Ces quatre leviers, actionnés simultanément, permettront d'accélérer l'accès à l'assainissement pour tous et d'atteindre les OMD. Chacun des acteurs clés de l'assainissement a une capacité d'intervention qu'il est urgent de mobiliser.